

Vers une compréhension des acteurs et des discours de la contestation des projets d'implantation

Pascal KOEBERLÉ

Université de Picardie Jules Verne, CRIISEA (EA 4286), IUT d'Amiens

pascal.koeberle@u-picardie.fr

François GEOFFROY

Université de Picardie Jules Verne, CRIISEA (EA 4286), IAE d'Amiens

francois.geoffroy@u-picardie.fr

Résumé :

La contestation des projets d'implantation s'intensifie. Les parties prenantes qui y sont opposées (qui se font désormais appeler « zadistes ») parviennent de mieux en mieux à faire obstacle à ces projets d'infrastructures, de zones d'activité, de parcs de loisirs ou d'autres projets d'équipement. Si de nombreuses facettes de la stratégie politique des zadistes pour empêcher la réalisation de ces projets restent largement à explorer, cet article examine plus spécifiquement qui ils sont et les discours qu'ils mobilisent. L'examen des acteurs est rendu indispensable par la complexité croissante du jeu des acteurs de la décision locale. Les discours constituent une ressource privilégiée par les zadistes qui semblent attacher à la communication d'influence un pouvoir particulier, que la littérature confirme largement. Qui sont les acteurs du zadisme ? Quels discours mobilisent-ils pour délégitimer les projets d'implantation, c'est-à-dire pour faire adhérer la population à l'idée que ces projets sont contraires à l'intérêt général ? Quels éléments du contexte, local et sociétal, contribuent à un renforcement du pouvoir d'influence de ces discours d'opposition ? Nous proposons un examen des acteurs du zadisme en mobilisant une approche par les lobbies locaux, empruntée aux sciences politiques. Si les acteurs du zadisme incluent effectivement des lobbies économiques, associatifs et de l'expertise, cette approche présente néanmoins des limites pour rendre compte de la complexité du phénomène et de ses multiples acteurs à différents niveaux d'analyse. Concernant les discours du zadisme, une croyance répandue mais peu approfondie associe la contestation des projets d'implantation à un mouvement écologiste. La littérature existante, quoique limitée, dépasse cette idée simpliste. Cependant, une meilleure compréhension des discours de contestation est indispensable pour permettre, d'une part, aux promoteurs de ces projets de les rendre plus acceptables aux yeux de leurs parties prenantes stratégiques et, d'autre part, aux décideurs publics de mieux évaluer ces projets au regard du critère de l'intérêt général. Notre travail empirique rend compte d'une analyse critique des discours des opposants à un projet d'implantation d'un parc de loisirs privé dans une commune rurale du Sud-Alsace. Nous commençons par identifier les acteurs de la contestation, en nous appuyant sur une typologie existante des lobbies reconnus pour s'impliquer au niveau local dans les décisions publiques, dont certaines portent à

conséquences sur les projets d'implantation qu'ils soient d'initiative publique ou privée. Nous identifions ensuite 6 discours véhiculés par ces acteurs, entre lesquels nous mettons à jour des dénominateurs communs. En effet, 3 discours mettent en avant des valeurs sûres, ce que nous interprétons comme le signe d'une stratégie discursive des opposants consistant à attiser un sentiment d'insécurité dans l'esprit de la population de la commune. De même, 3 discours insistent sur des asymétries de pouvoir, et suggèrent une volonté d'exacerber au sein de la population un sentiment d'injustice sociale. Ensemble, ces 6 discours, en jouant sur des sensibilités préexistantes dans le contexte local et sociétal, parviennent à délégitimer le projet à le faire échouer. Tout en contribuant à la compréhension des acteurs et des discours du zadisme, le présent travail souligne les limites d'une approche par les lobbies locaux et suggère plusieurs alternatives théoriques pour dépasser ces limites.

Mots-clés : zadisme, lobbies locaux, discours, projet d'implantation, (dé)légitimation de la décision publique.

Vers une compréhension des acteurs et des discours de la contestation des projets d'implantation

INTRODUCTION

Que ce soit comme objet de recherche ou comme terrain d'investigation, la recherche en management stratégique s'est peu intéressée au phénomène des « zones à défendre » (ZAD) contre de « grands projets inutiles imposés » (GPII). Cette terminologie a été mise au point par des organisations hostiles aux projets d'implantation d'infrastructures (*e.g.* transport, énergie...) ou d'activités (*e.g.* parcs de loisirs, centre commercial...), qui impliquent généralement des décisions publiques en matière d'urbanisme notamment. Si la contestation des projets d'implantation n'est pas nouvelle (Guibert, 2013), le « zadisme » est un phénomène en évolution. Cette évolution trouve des explications : la complexité croissante des acteurs locaux en particulier dans les territoires ruraux et périurbains, l'implication de plus en plus forte des populations dans la décision locale, et la multiplication des niveaux de gouvernance (dont notamment l'échelon européen), font du conflit une partie intégrante du processus de délibération au niveau local (Torre, 2011).

Les multiples enjeux des décisions publiques en matière de zonage du territoire (plan d'urbanisme, généralement à l'échelle communale), dans le contexte d'un jeu d'acteurs devenu moins lisible, rendent l'examen des conflits relatifs aux projets d'implantation particulièrement intéressant pour la recherche sur le lobbying et, plus généralement, sur les stratégies politiques des organisations. Pourtant, l'attention résiduelle accordée par les chercheurs au lobbying aux niveaux infranationaux (Pollard, 2011) n'a pas permis d'anticiper l'ampleur actuelle du phénomène de zadisme et ses conséquences sur le développement des territoires et d'activités au sein des territoires. Suivant le processus envisagé par Schneider et Hadani (2014), certains lobbies d'opposition aux projets sont désormais audibles à l'échelle nationale, après avoir d'abord démontré leur capacité à peser sur la décision publique à l'échelle locale. Il apparaît ainsi urgent de mieux reconnaître l'importance du lobbying au niveau local, tant il semble possible d'y percevoir les signaux faibles de domaines d'activité politique nationaux et internationaux en émergence.

L'objectif de cette contribution est d'analyser la complexité du jeu d'acteurs qui caractérise la prise de décision publique au niveau local. Compte tenu du lien fort qui existe entre la décision publique et la démocratie, il nous semble important d'examiner plus spécifiquement les acteurs du zadisme. Les zadistes peuvent être assimilés à une organisation au sens de Barnard (1938, p.65, notre traduction): « un système d'activités ou de forces consciencieusement coordonnées d'au moins deux personnes, en vue d'atteindre une ou plusieurs finalités ». Ici, l'organisation n'est pas une structure unifiée en tant que telle mais bel et bien une coalition d'acteurs (Cyert et March, 1970), plus ou moins organisée malgré ses contradictions internes. L'identité collective constitue une réponse organisée et organisante de ces coalitions confrontées à des exigences antagonistes. L'identité collective (*e.g.* idéologie, croyances, valeurs) donne aux décisions et aux discours des valeurs symboliques suffisantes permettant d'encadrer, de donner du sens aux actions pour qu'elles soient reconnues comme légitimes par les membres (Benford et Snow, 2000 ; Croidieu et Monin, 2011 ; Golsorkhi et al., 2011). Le zadisme se présente ainsi comme une organisation au sens de Tsoukas et Chia (2002) : d'une part, comme une tentative de coordonner le flux de l'action collective en institutionnalisant des représentations mentales (*organizing*) ; d'autre part, comme un modèle qui émerge et se structure à travers cet effort de coordination (*organization*).

Par ailleurs, l'étude de notre terrain d'investigation nous conduit à rendre compte également des discours du zadisme, pour deux raisons. D'une part, les zadistes ont été particulièrement actifs dans la production de textes destinés à l'opinion publique, comme s'ils attachaient un pouvoir particulier à la pratique de la communication d'influence. D'autre part, la lutte communicationnelle entre les partisans et les détracteurs du projet d'implantation semble être une clé essentielle pour comprendre comment les zadistes ont réussi à délégitimer le projet et à le mettre (définitivement ?) en échec (Koeberlé, 2012 ; Koeberlé et Geoffroy, 2014). Les discours constituent des « ressources symboliques » (Attarça, 2002) reconnues des stratégies politiques des acteurs et des organisations (Fairclough, 2005). Cet intérêt pour les discours tient sans doute au fait qu'ils sont au cœur du processus de construction sociale de la réalité (Berger et Luckmann, 1967 ; Phillips et Hardy, 2002). Ils sont donc en particulier au cœur de la construction sociale de l'intérêt général, censé guider la décision publique. Par conséquent, le discours dominant sur ce qui constitue l'intérêt général a des conséquences sociales et matérielles qui justifient d'examiner quels discours s'opposent dans le débat public (Foucault, 1971). Dans une perspective à base de discours, les questions telles que « *ce projet d'implantation est-il d'intérêt général ?* » ne trouvent pas de réponse définitive. Elles

suscitent au contraire une controverse entre idéologies. Cette controverse se caractérise par une confrontation de discours, dont seulement certains s'imposent (Phillips et al., 2004). Ainsi, une façon de contribuer à la connaissance des stratégies politiques des organisations consiste à examiner les conditions qui permettent à ces discours de dominer la controverse, et ainsi de délégitimer le projet. Pour ce faire, il importe d'identifier quels discours sont mobilisés dans les stratégies politiques des organisations (Fairclough, 2005), en l'occurrence dans la stratégie politique des zadistes. Si le processus général de (dé)légitimation par le discours a été examiné par les chercheurs (Phillips et al., 2004 ; Maguire et Hardy, 2009), le contenu des discours des zadistes restent largement inexplorés.

Nous formulons donc deux questions de recherche visant à comprendre les caractéristiques du zadisme. Qui sont les acteurs du zadisme ? Quels discours mobilisent-ils ? Cette analyse offre l'opportunité d'intégrer des connaissances sur les stratégies politiques des organisations examinées dans le champ du management stratégique (Nioche et Tarondeau, 1998 ; Attarça et al., 2010 ; Rival, 2012 ; Lawton et al., 2013) avec des connaissances sur les stratégies discursives examinées dans le champ de l'analyse critique de discours (Pälli et al., 2009 ; Kwon et al., 2014 ; Vaara, 2014).

Le travail empirique consiste en l'analyse des textes diffusés entre juin 2004 et mai 2011 par les organisations opposées au projet d'implantation d'un parc de loisirs sur le territoire d'une commune du Sud-Alsace. La contestation porte principalement sur la problématique de savoir ce qui constitue le plus grand intérêt général (pour la commune) : le développement d'activités ou la préservation de l'environnement. Ce cas unique nous semble représentatif des situations dans lesquelles un projet d'implantation provoque l'émergence d'une organisation informelle de contestation sans représentant désigné, dans le cadre d'une ZAD. Cette organisation regroupe des acteurs internes et externes au territoire local, qui tiennent des discours complémentaires que nous analysons dans cet article. Autour de ces zadistes gravitent d'autres organisations, plus formelles, qui tentent une récupération du mouvement contestataire pour servir leurs intérêts propres. Les médias rendent compte de ce phénomène d'une façon insatisfaisante puisqu'ils se bornent souvent à rapporter les propos des acteurs, sans en faire une lecture contextualisée caractéristique d'une analyse *critique* du discours (Phillips et Hardy, 2002).

Ce texte s'organise comme suit. La première partie, théorique, s'attache à examiner quels acteurs sont généralement identifiables comme des lobbies d'opposition aux projets d'implantation, et quels discours ils mobilisent classiquement dans le cadre de leurs stratégies

politiques. Après avoir exposé notre méthode de recherche, la seconde partie, empirique, restitue d'abord notre identification des acteurs actifs dans le cadre du projet d'implantation étudié. Elle se poursuit par une compréhension contextualisée des discours mobilisés par les organisations identifiées. La conclusion explique comment cet article contribue à notre compréhension des acteurs et des discours du zadisme. Les cadres théoriques susceptibles de dépasser les limites d'une approche des acteurs et des discours par l'analyse des lobbies locaux sont envisagés au titre de perspectives de recherches futures.

1. CARACTERISTIQUES DU ZADISME : UNE APPROCHE PAR LES LOBBIES LOCAUX

La littérature en management stratégique s'est peu intéressée à la contestation des projets d'implantation. Dans le champ des sciences politiques, les travaux qui envisagent la décision publique mettent l'accent sur les lobbies locaux. Nous nous appuyons sur ces travaux pour identifier quels lobbies peuvent avoir un intérêt à contester un projet d'implantation. Par ailleurs, les discours du zadisme ont fait l'objet de recherches limitées qui offrent toutefois des points de repères intéressants, que nous exposons.

1.1. ACTEURS DU ZADISME

Dans un travail portant sur les lobbies au niveau local, Portelli (1996) identifie trois catégories de groupes d'intérêt : économiques, de l'expertise et associatifs. Cette typologie permet une identification d'acteurs susceptibles de s'opposer à un projet d'implantation.

Les acteurs économiques renvoient aux entreprises locales, bien entendu intéressées par les chantiers liés à des projets d'implantation qui permettent aussi aux banques de vendre du crédit aux collectivités. A l'inverse, tout comme Renault, Fiat ou PSA ont tenté d'éviter la généralisation de l'adoption de la technologie du pot catalytique (Attarça et al., 2010), une entreprise qui verrait un projet d'implantation comme une menace pour sa position concurrentielle s'y opposerait vraisemblablement. Les acteurs de l'expertise profitent de la difficulté rencontrée par les élus à suivre l'évolution de la législation (Portelli, 1996). Un projet d'implantation ne se conçoit pas sans l'intervention d'experts (urbanisme, environnement...), qui exercent une influence décisive sur ces projets, à travers les rapports qu'ils sont amenés à produire.

Cependant, pour Portelli (1996, p. 92) « les associations constituent le vrai milieu de lobbying au niveau local ». En particulier, les associations intervenant dans le domaine de

l'environnement sont des acteurs redoutables. Elles incluent les collectifs de riverains « qui vont utiliser tous les moyens pour faire reculer ou infléchir le décideur local » et les associations et formations écologistes. Libaert (2013) affirme que le secteur associatif devient l'adversaire incontournable de la communication sur les sujets sensibles, y compris les projets d'implantation.

Dans le cadre des ZAD, une convergence s'observe entre des riverains, des militants extérieurs et des sympathisants avec la mouvance écologiste et altermondialiste (Guibert, 2013). Cette convergence est à mettre en lien avec les propositions existantes quant au choix d'agir individuellement ou, au contraire, collectivement (Attarça et al., 2010). Mais la communication destinée à faire échouer les projets d'implantation mobilise des discours dont l'efficacité reste à comprendre.

1.2. DISCOURS DU ZADISME

Les zadistes exploitent des ressources « symboliques » (Attarça, 2002). En d'autres termes, ils élaborent une stratégie discursive (Fairclough, 2005) consistant à diffuser des représentations mentales. Si les discours des zadistes ont fait l'objet d'une attention limitée, deux ensembles de résultats existent néanmoins. Premièrement, les discours contestataires exploitent les réactions affectives de leurs récepteurs. Les acteurs peuvent se laisser emporter par leurs émotions (Welcomer et al., 2000). Deuxièmement, les discours ciblant les projets d'implantation sont multiples. Les raisons et thèmes invoqués pour résister à ces projets sont nombreux.

Concernant les émotions des acteurs, les tenants du *storytelling* soutiennent qu'un discours jouant sur l'affectif s'avère souvent plus influent qu'une argumentation rationnelle (Salmon, 2007). Plus généralement, les récepteurs d'un message peuvent être prédisposés à réagir d'une certaine façon, non seulement du fait de leurs passions, mais aussi en raison de leur immersion dans un contexte particulier qui crée les conditions de leurs représentations mentales et des discours auxquels ils adhèrent. Spécifiquement, ils appartiennent à une « communauté langagière » dont les interprétations dépendent des connaissances spécifiques partagées par ses membres (Girin, 1990), et ils sont conditionnés par un « ordre du discours » qui contrôle leurs paroles et les pensées que ces dernières élaborent (Foucault, 1971 ; Fairclough, 2005).

Concernant la diversité des discours contestataires, Guibert (2013) souligne quatre enjeux liés aux projets d'implantation révélant quatre discours (*cf.* tableau 1). Un discours de la gestion

stratégique de l'espace disponible met notamment en avant l'enjeu de préserver les terres agricoles. La protection des espèces et des espaces remarquables devrait être pensée dès l'élaboration des documents d'urbanisme prévoyant les projets (Guibert, 2013).

Un discours de la rareté des ressources remet en cause la pertinence des projets eu égard aux besoins en eau potable et en énergies fossiles (du fait des transports générés). Si ces projets peuvent contribuer au dynamisme d'une commune rurale, la question se pose de savoir s'ils sont pour autant d'intérêt général.

Un discours de la justice sociale déplore que les projets soient rarement sélectionnés pour leur utilité directe pour le plus grand nombre. Qu'il s'agisse d'infrastructures de transport collectif ou de parcs de loisirs, les projets sont souvent « programmés pour être davantage utilisés par les catégories les plus aisées de la population » (Guibert, 2013, p. 103). A nouveau, la question de l'intérêt général est soulevée.

Enfin, un discours de la démocratie alerte sur la confrontation alimentée par ces projets entre les élus et la population dans le cadre des ZAD, sur fond de rejet de la classe politique (Guibert, 2013). Les militants mettent en question la démocratie représentative au profit d'une démocratie qu'ils souhaiteraient plus directe et plus respectueuse des minorités.

Tableau 1. Les principaux discours diffusés par les organisations de contestation des projets d'implantation (adapté de Guibert, 2013).

Discours	Thèmes sensibles	Effets sur les projets d'implantation
Gestion stratégique de l'espace	Artificialisation des sols Protection des espèces et espaces remarquables Disparition des terres agricoles Sécurité alimentaire	Les projets d'implantation doivent s'insérer dans un projet stratégique de territoire (PLU) tenant compte des enjeux environnementaux et sociétaux.
Rareté des ressources	Empreinte écologique (eau, énergies fossiles), surdimensionnement Pollution, changement climatique Développement soutenable, relocalisation	Les projets d'implantation doivent faire l'objet d'une éco-conception et de choix d'implantation visant à minimiser le prélèvement direct ou indirect de ressources.
Justice sociale	Intérêt général (intérêt des couches les moins favorisées, intérêt du plus grand nombre) Destination des fonds publics Impératif de rentabilité économique	Les projets d'implantation doivent profiter au plus grand nombre et ne pas cibler prioritairement un public aisé.
Démocratie	Démocratie représentative, démocratie directe	Les projets d'implantation doivent être co-construits avec

	Participation citoyenne, référendum Conflit d'intérêts des élus, collusion Communauté de destin	toutes les parties prenantes, et non imposés de l'extérieur par des « colons » d'un nouveau genre.
--	--	---

Nous avons dressé un état des lieux des acteurs et des discours de la contestation des projets d'implantation en général. La littérature existante sur le zadisme en tant qu'objet de recherche spécifique étant particulièrement limitée, deux questions restent de première importance pour mieux connaître les caractéristiques du zadisme : qui sont les acteurs du zadisme ? Quels discours mobilisent-ils ?

2. METHODOLOGIE

L'histoire de cette recherche démarre avec un terrain qui s'est présenté à l'un des auteurs. Dans une commune rurale, l'élaboration d'un nouveau plan d'urbanisme (PLU) entre juin 2004 et novembre 2007 suscite une controverse d'une intensité inhabituelle. En novembre 2005, la population apprend par la presse qu'un ancien agriculteur local reconverti en promoteur immobilier projette la création d'un pôle « tourisme, nature et santé » sur des zones alors classées « naturelles » et « agricoles ». Des associations intervenant dans le domaine de l'environnement, historiquement actives dans le secteur, ainsi qu'une association de riverains, comprennent que le projet implique près de 150 hectares, qu'ils comparent aux 627 ha du ban communal. Ils scandent qu'il y aurait « de quoi héberger l'équivalent de la population actuelle de la commune ». Ils mettent alors tout en œuvre pour empêcher la réalisation de ce projet. Leur objectif : faire en sorte que les zones concernées soient maintenues dans un régime « non constructible ». Ils s'impliquent ainsi dans la fabrique du PLU. Sans surprise, le contentieux a été l'une de leurs armes favorites (Portelli, 1996). Mais les délibérations du conseil municipal visées par leurs recours ont toutes été jugées conformes au droit.

De notre point de vue, ces recours ne constituaient pas tant une fin de soi, qu'un moyen pour créer un contexte permettant de communiquer négativement sur le projet, de le délégitimer jusqu'à influencer si nécessaire le résultat des élections municipales (prévues en mars 2008) pour le faire échouer par la voie électorale. Alors que le PLU prévoyant l'implantation du projet est adopté en novembre 2007, les élections de mars 2008 sont remportées par des adversaires du projet. Le résultat de ce scrutin peut s'interpréter comme le signe d'un rejet du projet par l'opinion. Pour ses partisans, notamment ses initiateurs (le promoteur et le maire sortant), ce projet aurait eu pour effet de dynamiser la commune, mais également

l'intercommunalité et le territoire plus large environnant. Pourtant, malgré les efforts de communication pour le faire accepter, le projet s'est heurté à la sensibilité des électeurs à une combinaison de thèmes sociétaux (protection de l'environnement, développement durable, gestion de l'eau) et de proximité (maintien du cadre de vie, de l'« authenticité villageoise », de la culture agricole).

Nous avons jugé que ce terrain présentait les conditions nécessaires pour l'examiner en détail dans le cadre d'une étude de cas unique. Spécifiquement, on peut analyser l'insuccès de ce projet d'implantation comme un échec communicationnel à le légitimer. Il soulève alors la problématique des ressources et des compétences discursives de légitimation. Par ailleurs, le terrain permettait l'accès à de nombreuses données exploitables.

L'article se fonde sur des données récoltées principalement entre 2008 et 2011. Ces données incluent un dossier de 60 pages de textes « naturels » (produits sans intervention du chercheur) diffusés par les organisations opposées au projet d'implantation d'un parc de loisirs dans une commune du Sud-Alsace (tracts, lettres ouvertes, site internet, propos en réunions publiques), ainsi que sur 40 articles de presse citant des membres de ces organisations.

Une lecture d'ensemble de ces textes a d'abord permis de recenser les différents acteurs contestataires composant les zadistes. En parcourant les textes, nous avons répertorié les acteurs impliqués dans l'opposition au projet d'implantation. Nous avons rapidement été confrontés à la complexité du jeu d'acteurs local. En effet, nous avons constaté que les acteurs pouvaient s'analyser non seulement au niveau individuel, mais également au niveau du groupe. Certains individus appartiennent par ailleurs à plusieurs groupes, de sorte que les liens et les influences possibles étaient particulièrement difficiles à représenter d'une façon satisfaisante. Pour contourner cette difficulté sans toutefois la résoudre, nous avons choisi de garder un maximum de détails en retenant une analyse individuel

Dans un deuxième temps, une lecture approfondie des textes a consisté à repérer, pour chacun des individus répertoriés dans la première étape, ses intérêts (déclarés ou non) à se mobiliser contre le projet d'implantation, et les discours qu'il mobilise dans ses prises de parole pour contester le projet. Les intérêts non déclarés pouvaient notamment être inférés par la profession de l'individu (*e.g.*, agriculteur), par la situation de son domicile (*e.g.*, riverain de la zone d'implantation). Lorsque nous ne parvenions pas à identifier l'intérêt à s'opposer d'un acteur, nous avons demandé au maire sortant qui nous apportait une explication (*e.g.*, habitant exproprié en 1990 lors de la construction d'un lotissement résidentiel). Ses explications nous

ont semblé animées du désir de nous permettre d'élaborer une compréhension objective de la situation. Les discours ont quant à eux été identifiés en procédant à l'exploration détaillée de chaque texte des différents acteurs. Selon le cas, nous avons remarqué l'usage de champs lexicaux particuliers (*e.g.*, le gigantisme), des thèmes abordés (*e.g.*, le développement durable), des arguments mobilisés (*e.g.*, la malhonnêteté présumée du promoteur du projet) ou encore de mises en récit particulières (*e.g.*, « un agriculteur se dit un jour que... »). Notre identification des discours contenus dans chaque texte se préoccupe à la fois de l'intention de l'auteur du texte (lecture intentionnelle) et de ce qu'il dit sans en être forcément conscient mais qui peut toutefois produire un effet sur le destinataire (lecture symptomatique).

Enfin, postulant que les textes produits dans un objectif d'influence ont une forte composante intentionnelle, nous avons examiné les conditions contextuelles, locales et sociétales, qui ont pu inciter les zadistes à mobiliser ces discours en particulier. Ainsi, nous avons envisagé des propositions sur les conditions qui ont pu accroître leur pouvoir d'influence sur leur cible principale (*i.e.*, la population du village).

3. RESULTATS

3.1. LES ZADISTES : UNE IDENTIFICATION DES ACTEURS DU ZADISME

Comme le suggère la typologie de Portelli (1996, voir plus haut), notre analyse des acteurs du zadisme permet d'identifier des associations, des entreprises et des experts. Mais des acteurs échappent à cette typologie, alors qu'ils jouent à notre avis un rôle essentiel dans la délégitimation du projet d'implantation et dans la légitimation du mouvement contestataire.

3.1.1. Associations, entreprises et experts : une confirmation de la littérature sur les lobbies au niveau local

Tout d'abord, deux acteurs associatifs sont identifiables. D'une part, un collectif de riverains se formalise en janvier 2006 pour faire entendre ses inquiétudes. S'ils affirment agir au nom de l'intérêt général, le domicile de chacun d'entre eux (aucune exception) est voisin de la zone d'implantation. L'hypothèse d'une mobilisation pour défendre aussi leurs intérêts particuliers de riverains, appuyée par la littérature, est vraisemblable. L'association organise des réunions publiques et des visites guidées de la zone d'implantation, distribue de tracts et, plus généralement, diffuse des idées contestataires. D'autre part, les associations Paysages d'Alsace et Alsace Nature, intervenant dans le domaine de l'environnement, apportent un soutien logistique et symbolique aux riverains. Spécifiquement, elles accompagnent ces

derniers dans leurs actions en justice contre le projet d'implantation, et elles assurent à l'action des riverains un positionnement écologiste aux yeux de l'opinion publique. En 2010, Paysages d'Alsace organise symboliquement son assemblée générale dans la commune, où le projet est abandonné suite au changement d'équipe municipale en mars 2008. Les riverains, comme les associations écologistes, tirent en somme un avantage de leur collaboration (relation gagnant-gagnant).

Par ailleurs, plusieurs entreprises sont impliquées par le projet d'implantation. Parmi elles, l'exploitation agricole de la commune entend protéger son outil productif. En effet, la zone d'implantation contestée comprend des terres cultivées dont l'exploitation agricole n'est pas propriétaire. C'est pourquoi lorsqu'en novembre 2007, le conseil municipal classe ces terres en zone constructible, l'exploitation dépose un recours visant l'annulation du nouveau plan d'urbanisme. En mars 2008, dans la même logique de défense des intérêts de l'exploitation, un agriculteur est candidat aux élections municipales sur la liste hostile au projet d'implantation. Compte tenu de l'ancrage de la famille d'agriculteurs dans la commune, et de son implication dans les diverses associations locales (sapeurs-pompiers, clubs sportifs...), l'exploitation agricole est capable de rallier à sa cause de nombreux électeurs.

Enfin, parmi les zadistes se trouvent également un expert. En effet, le secteur constitue un bastion pour le président du Mouvement Ecologiste Indépendant, Antoine Waechter. Candidat des Verts aux élections présidentielles de 1988, il est également l'un des fondateurs de l'association Paysages d'Alsace. Mais il est également ingénieur écologue. Il peut répondre aux sollicitations des communes pour élaborer leur plan d'urbanisme et c'est précisément la mission qui lui confie la nouvelle municipalité élue en 2008. Au préalable, Antoine Waechter a publiquement soutenu la contestation des riverains et les a également accompagnés dans leurs actions en justice.

En somme, la typologie de Portelli (1996) quoiqu'ancienne au regard de l'évolution de l'intercommunalité en France, reste intéressante pour identifier les acteurs de l'influence de la décision publique au niveau local. Cependant, nous identifions à présent d'autres acteurs influents du zadisme, que cette typologie ne permet pas de classer, voire de repérer.

3.1.2. Autres acteurs : les limites de la littérature sur les lobbies locaux

Notre analyse confirme la présence d'entreprises, d'experts et d'associations parmi les zadistes qui contestent le projet d'implantation. Mais une application déductive aveugle de cette approche par les lobbies locaux fait courir le risque de ne pas identifier des acteurs

pourtant importants. Cette identification révèle par ailleurs la complexité des acteurs du zadisme, dont la littérature existante sur les lobbies locaux rend peu compte.

D'abord, en novembre 2007, alors que le conseil municipal autorise définitivement l'implantation du parc, une liste d'opposition se constitue. Ce nouvel acteur se situe à un niveau différent de ceux identifiés plus haut. En effet, cette liste réunit des acteurs économiques (*i.e.*, un agriculteur) et associatifs (*i.e.*, des membres de l'association de riverains). De plus, elle comprend des habitants qui ont pu se sentir lésés ou scandalisés par des décisions antérieures prises par la majorité sortante. Certains habitants ont en effet subi des expropriations dans le cadre de la création d'un lotissement résidentiel dans les années 1990. D'autres résidents acceptent mal que le golf – également construit dans les années 1990 et ayant nécessité la cession d'une partie de la forêt de la commune à son promoteur, lequel est aussi à l'initiative du projet d'implantation contestée – ne cible qu'une clientèle suisse et/ou aisée.

D'autre part, le mouvement de contestation profite d'une désolidarisation unique depuis 1965 de l'équipe municipale sortante, alors que l'unanimité est la règle tacite. Deux élus s'opposent ouvertement au projet et évoquent une connivence entre le maire et le promoteur du projet d'implantation. Ainsi, ces acteurs qui provoquent un effet de surprise en s'opposant au projet, s'analysent comme des « non-partisans remarquables » qui contribuent fortement à la délégitimation du projet et, en corollaire, à la légitimation de la contestation.

En somme, l'approche par les lobbies locaux ne rend pas compte de la complexité de la contestation et de la diversité des acteurs mobilisés. Elle néglige le poids du contexte historique, qui peut conduire des acteurs à s'opposer sans qu'ils aient un intérêt direct à défendre vis-à-vis du projet du moment, et générer des situations perçues a priori comme « anormales » lorsqu'un usage historiquement convenu et admis n'est plus respecté.

3.2. LES DISCOURS DES ZADISTES : VERS UNE COMPREHENSION DES DISCOURS DE LA CONTESTATION DES PROJETS D'IMPLANTATION

L'analyse des textes contestataires nous permet de répertorier un ensemble de discours qui suggèrent les conditions de leur bonne audibilité par la population à laquelle ils sont destinés. Nous avançons que les zadistes exacerbent des sentiments latents d'insécurité et d'injustice sociale qui gagnent la population locale.

3.2.1. Une communication sur des valeurs sûres, pour rassurer

Trois discours font appel à des valeurs sûres : anticapitalisme financier, « village authentique » et démocratie. L'anticapitalisme financier renvoie à une critique du profit et de l'importance de l'argent au profit de valeurs « réelles », et notamment naturelles.

Extrait 1

Un agriculteur se dit un jour qu'il s'enrichirait plus sûrement en vendant ses terres pour la construction qu'en les cultivant. Il se rendit dans l'Helvétie voisine, pays réputé riche, où vivent des personnes fortunées qui ne savent pas comment dépenser leur argent. Il en trouve quelques-unes, fonda avec elles une société à laquelle il céda ses terres. Un golf prit la place des prés, du blé et du maïs sur quelques dizaines d'hectares. [...] La rivière fut, elle aussi, incorporée de force. [...] Mais il disposait encore de 25 hectares de terres et de bois à valoriser. [...] Conscient que ce projet ne plairait pas [...] aux citoyens des deux villages dont il effacerait l'identité, mais convaincu qu'il trouverait la même duplicité que par le passé auprès des représentants du peuple, il qualifia son projet de naturel. (Associations écologistes, 2 mars 2006)

Dans ce texte, le champ lexical de l'argent est prégnant. La cupidité est à l'origine d'une destruction de valeurs : l'identité du village et son cadre naturel. Une « duplicité » des élus, pourtant censés veiller à l'intérêt général, est mise en avant comme pour exacerber un sentiment latent d'insécurité face au pouvoir de l'argent.

Le discours du village authentique est une adaptation locale de celui du développement durable. Ainsi, la liste d'opposition adopte le nom de « liste pour un village authentique au développement raisonné ».

Extrait 2

A l'heure où l'on parle de réchauffement de la planète, [dans notre commune] on vend et on rase des forêts, modifiant radicalement notre cadre de vie et notre environnement. Nous souhaitons une gestion différente et réaliste du patrimoine foncier sur notre ban communal. Compte tenu de la conjoncture économique actuelle et comme le prouvent des études Center Parcs ou Pierre et Vacances, aucun projet touristique de masse n'est aujourd'hui viable dans notre village. [...] Notre équipe se propose aux suffrages pour préserver au village sa dimension rurale et humaine (Liste d'opposition, 22 février 2008)

Dans cet extrait, les trois volets du discours du développement durable sont présents (environnemental, social, économique). Mais ce discours est traduit dans le langage local où la raison et l'authenticité – opposés à la folie des grandeurs et à l'acculturation – sont des thèmes rassurants.

Extrait 3

Face à l'ampleur d'un tel dessein, notre village perdre – une fois de plus – un bien précieux au détriment de toute la communauté. Cette forêt [...] est l'héritage que nous ont légué nos grands-parents, eux portaient encore dans leur cœur, les vraies valeurs d'un sage humanisme. [...] Cette forêt est l'âme de notre village et le témoin de notre enfance. (Association de riverains, 11 juin 2007).

Cet extrait communique un sentiment d'acculturation synonyme de perte de repères et donc d'insécurité.

Enfin, le discours de la démocratie entend affirmer le droit de chacun d'exprimer son opinion.

Extrait 4

Pourquoi une autre liste ? Parce que la démocratie le permet, et que nous souhaitons vous associer aux décisions. Pour repenser un Plan Local d'Urbanisme [...] en laissant chacun se prononcer à travers une consultation demandée par une majorité des électeurs du village. [...] Au terme des concertations, [...] elle soumettra son projet à une approbation référendaire [et] nourrira un débat démocratique permanent. (Liste d'opposition, 22 février 2008).

La préoccupation de la population de pouvoir participer à la décision publique peut s'interpréter comme le signe d'une inquiétude quant à la maîtrise de son destin. Si cette proposition est exacte, cette inquiétude alimente forcément à un sentiment d'insécurité. Au total, nous avançons que la stratégie discursive des zadistes passe par l'exploitation et le renforcement d'un sentiment d'insécurité.

3.2.2. Une communication sur des asymétries de pouvoir, signal d'un sentiment d'injustice sociale

De même, trois discours mettent en évidence des rapports asymétriques de domination. L'opposition des « forts » et des « faibles » transparait dans les discours de l'injustice sociale, du réalisme agricole et de l'altermondialisme.

Les textes véhiculant le discours de l'injustice sociale présentent des variantes.

Extrait 5

Amis riverains, voisins, élus, amoureux de la nature, cueilleurs de champignons, chasseurs, promeneurs, rêveurs, poètes, ... et surtout, surtout, vous enfants je vous lance un appel du cœur : ne laissez pas les adultes décider de votre futur sans prendre en compte vos rêves et vos espoirs. (Association de riverains, 11 juin 2007)

Extrait 6

En fait, la mondialisation, nous la voulons parce que nous avons l'illusion qu'on a à notre portée une infinité de biens... à un coût abordable. Mais ces biens, ils ont un prix énorme. Ils sont disponibles pour une 'élite' (moins de 8%) de l'humanité, au prix du quasi esclavage de tout le restant. (Adjoint au nouveau maire, 28 mars 2009)

Dans le premier extrait, un récit ancien est revisité à travers l'opposition de l'enfant (pot de terre) et de l'adulte (pot de fer). Comme David contre Goliath, les enfants peuvent échapper au statut de victime auquel le contexte semble les prédestiner. Dans le second extrait,

l'opposition ne porte plus sur des critères naturels (adultes, enfants), mais sociaux (élites, esclaves), ce qui rend cette variante du discours particulièrement violente.

Le discours du réalisme agricole construit une autre asymétrie. A tort ou à raison, il présente l'agriculture comme une victime collatérale des projets d'implantation en général, *donc* de ce projet en particulier, alors qu'elle contribue à la sécurité (contre les « risques de coulées de boue ») dans l'intérêt de tous.

Extrait 7

Près de 700 ha de terres agricoles disparaissent tous les ans en Alsace, cela revient à tuer des filières et des professions, sans parler d'une perte environnementale et des risques de coulées de boue accentuées par l'urbanisation au détriment des ceintures vertes. (Exploitation agricole, 30 juillet 2009)

Extrait 8

La perte de terres agricoles n'est jamais analysée comme un préjudice pour l'économie nationale. Pourtant, [...] la filière agro-alimentaire [...] est le premier contributeur à la balance commerciale de la France. Aucune des activités envisagées dans la zone [d'implantation] ne contribuera à la balance commerciale. (Association de riverains, 13 novembre 2007)

Une contradiction interne à la communication des zadistes est ici intéressante à relever. L'argument de la contribution de l'agriculture à la balance commerciale est en délicatesse avec le discours anticapitaliste mobilisé par ailleurs à des fins de contestation (voir plus haut). A ce titre, un discours altermondialiste permet aux contestataires de proposer de nouvelles façons de définir, de créer et de partager la richesse. Le thème d'un management bénévole et éducatif de la collectivité, opposé à l'appât du gain ou de la notoriété, est récurrent.

Extrait 9

Là où j'essaie de faire un travail un peu original, c'est sur l'information sur les filières possibles de développement durable [...] au travers de mes expos à la chapelle. Je tente de faire découvrir de nouveaux marchés, de nouveaux métiers, de nouvelles façons d'envisager le paysage [pour] inciter des initiatives pour transformer et produire autrement. (Adjoint au nouveau maire, 28 mars 2009)

Extrait 10

Mais je désire mettre à jour des points qui me tiennent à cœur pour notre différence de conception de gérer une association bénévole ou une commune. [...] Vos explications ne nous ont pas convaincu puisque d'autres propriétaires de terrains près du nôtre attendaient votre décision et l'espéraient favorable. C'est d'ailleurs pour de tels motifs que l'on devrait modifier le PLU et non pour les intérêts de grands propriétaires qui fréquentent trop souvent la mairie. (Conseiller municipal « non-partisan remarquable », 02 mars 2008)

Ce discours dénonce à nouveau des injustices sociales. Un petit nombre de « grands propriétaires » parvient à s'enrichir, avec la complicité des élus locaux et les institutions. La critique des institutions est un thème récurrent dans la communication des zadistes. Au total, nous avançons que la stratégie discursive des zadistes passe par l'exploitation et le renforcement d'un sentiment d'injustice sociale.

DISCUSSION ET CONCLUSION

L'objectif de cet article a été d'examiner qui sont les acteurs du zadisme et quels discours caractérisent aujourd'hui ce mouvement. Cette analyse vise à mieux comprendre le zadisme en tant que flux d'activités organisant la contestation des projets d'implantation.

CONTRIBUTIONS A LA COMPREHENSION DES ACTEURS ET DES DISCOURS DU ZADISME

Cette recherche contribue à la compréhension des acteurs du zadisme. Peu de travaux existants permettent d'envisager quels acteurs sont susceptibles de s'opposer à un projet d'implantation. Une analyse des lobbies au niveau local (Portelli, 1996) permet d'émettre des hypothèses sur les acteurs du zadisme. Il est ainsi possible de postuler la présence d'associations, d'entreprises et d'experts parmi les zadistes. Mais alors que Portelli (1996) et Libaert (2013) insistent sur le pouvoir des associations (notamment écologistes), notre étude suggère que celui des entreprises et des experts n'est pas négligeable. D'une part, l'exploitation agricole s'est enracinée dans la vie politique en occupant historiquement un siège au conseil municipal. Cela lui permet de provoquer une désunion hautement symbolique de la majorité favorable au projet, lorsqu'elle choisit de s'y opposer. D'autre part, Antoine Waechter en tant qu'expert (ingénieur écologue) est une ressource importante pour les zadistes. Il a notamment favorisé une médiatisation régionale de la contestation grâce à sa notoriété d'homme politique écologiste. En somme, si les associations participent efficacement à la contestation des projets d'implantation, le pouvoir du zadisme découle également de la pluralité des zadistes.

Cependant, notre analyse empirique montre qu'une approche par les lobbies locaux est limitée en plusieurs aspects importants. Nous avons souligné qu'elle ne rend pas compte du poids du contexte historique. Pourtant, celui-ci peut expliquer des oppositions à un projet d'implantation qui ne s'expliquent pas par une logique de défense d'intérêts particuliers, comme le suggère d'emblée la notion de lobbying. Ainsi, parmi les zadistes, certains acteurs se mobilisent parce qu'ils sont sentis lésés ou scandalisés dans le cadre de projets antérieurs.

Le projet d'implantation du moment ravive certes d'anciennes rancœurs, mais ce sont essentiellement ces dernières qui expliquent la mobilisation de certains acteurs. Du moins, ces antécédents ont créé les conditions qui permettent aux lobbies locaux d'activer des mobilisations latentes.

L'approche par les lobbies locaux ne rend pas compte, non plus, de l'imbrication des groupes d'intérêt et de la constitution d'acteurs de niveau supérieur. Des entreprises et des associations peuvent se regrouper au sein d'une liste municipale, candidate aux élections locales. Certes, cette liste s'analyse comme une pratique particulière de l'activité politique des organisations (entreprises et associations). A ce titre, il est bien entendu pertinent d'observer la convergence entre riverains et militants écologistes et altermondialistes (Guibert, 2013), renforcée par des éléments de langage rassembleurs, conçus pour interpeler et influencer l'opinion publique, tels que « zone à défendre » (ZAD) et « grands projets inutiles imposés » (GPII). Ce choix d'une action politique collective est délicat (Attarça et al., 2010) et la coalition présente des points de fragilité. En particulier, en s'engageant dans la contestation, l'exploitation agricole prend le risque de perdre son siège au conseil municipal qui lui permet un accès privilégié à l'information stratégique. Cela explique sans doute pourquoi cet engagement est intervenu très tardivement, après avoir d'abord soutenu le projet. Il est même permis de penser que cet engagement s'est joué sur peu de choses. Par ailleurs, ce résultat nuance la proposition selon laquelle « plus l'impact concurrentiel attendu est important, plus l'engagement politique sera fort » (Attarça et al., 2010, p. 43). L'impact du projet sur l'exploitation agricole justifie un engagement fort ; or, cet engagement a été très prudent. Il faut donc au minimum préciser la notion d'engagement « fort », voire développer une échelle de mesure de l'intensité de l'engagement. Au total, la stratégie politique des zadistes est fragile, ce qu'il faudrait approfondir pour permettre aux initiateurs des projets d'en tirer avantage.

Mais si cette liste d'opposition s'analyse comme une manœuvre politique des lobbies, elle constitue également un acteur autonome du zadisme, avec ses objectifs et ses discours propres, qui peuvent différer de ceux des lobbies. L'approche par les lobbies locaux ne parvient pas à mettre ces différents niveaux d'acteurs en perspective, ce qui limite la compréhension des acteurs du zadisme.

Cette recherche contribue également à la compréhension des discours du zadisme. Guibert (2013) propose une identification des discours des zadistes, sans chercher à les comprendre dans leur contexte local et sociétal. Pourtant, le pouvoir d'un discours est conditionné par le contexte dans lequel il est utilisé (Foucault, 1971 ; Bourdieu, 1975 ; Foucault, 2005). Dans cet

article, nous mettons en lien les discours mobilisés par les zadistes avec le contexte discursif et social du territoire local, lui-même encadré dans un contexte sociétal plus large. Nous avons identifié trois discours – anticapitalisme financier, village authentique, démocratie – qui suggèrent comment les zadistes exploitent et nourrissent un sentiment d’insécurité au sein de la population. De même, trois discours – injustice sociale, réalisme agricole, altermondialisme – nous ont conduit à avancer que les zadistes exploitent et nourrissent un sentiment d’injustice sociale au sein de la population. Si ces sentiments d’insécurité et d’injustice préexistaient dans le contexte sociétal, ils sont également construits dans le contexte local par les zadistes. Ces derniers traduisent des discours contestataires préexistants à l’échelle nationale dans des termes locaux, décuplant leur pouvoir de persuasion. Ainsi, la bonne réceptivité de la population locale à ces discours, adaptés par les zadistes à son état émotionnel et disposant d’emblée d’une certaine audibilité à l’échelle sociétale, a sans doute favorisé la perception que le projet d’implantation est contraire à l’intérêt général et précipité l’abandon du projet. En somme, notre analyse contribue à la compréhension, d’une part, de l’émergence d’un discours dans un contexte local, en identifiant quels acteurs prennent la parole ; d’autre part, de l’institutionnalisation d’un discours au sein d’un territoire local, en soulignant que ce discours est d’abord un ensemble constitué de plusieurs discours plus ou moins compatibles, capable de fédérer et de mobiliser des acteurs dont les motivations et les intérêts à contester le projet d’implantation sont différents.

LIMITES DE LA RECHERCHE

Cette recherche comporte ses limites. Le cas unique examiné correspond à une « zone à défendre » de notoriété régionale. Des terrains médiatisés à l’échelle nationale tels que celui de l’aéroport du Grand Ouest à Notre-Dame-des-Landes ou du Center Parcs à Roybon dans l’Isère, parmi d’autres, pourraient révéler d’autres organisations contestataires et d’autres discours de délégitimation des projets d’implantation. Il serait donc intéressant de multiplier les études de cas, y compris à l’international, dans une perspective de comparaison. Des études comparatives permettraient notamment d’observer le caractère universel, ou au contraire contingent, des discours mobilisés par les organisations contestataires.

Par ailleurs, alors que cet article souligne l’interdiscursivité qui caractérise les messages des zadistes, il n’envisage pas l’évolution temporelle des discours contestataires. Or, les projets d’implantation peuvent faire l’objet de longues phases de concertation avant d’être finalement concrétisés ou abandonnés, ce qui signifie que les discours pour les délégitimer peuvent évoluer au cours des mois et des années. Il serait donc intéressant d’examiner la

fabrique de la communication d'influence des zadistes, en observant par exemple comment les choix initiaux des discours intégrés à la stratégie sont ensuite maintenus ou modifiés, dans une logique de réflexivité et de récursivité.

Enfin, suivant Phillips et Hardy (2002) cet article se fonde sur des textes « naturels » que les zadistes ont produits sans aucune intervention de la part des chercheurs. De ce fait, aucun entretien n'a été mené auprès des zadistes. Il serait intéressant d'examiner si les textes collectés par entretiens se prêtent aux mêmes conclusions, et dans quelle mesure la communication est influencée par le contexte des entretiens (en action dans un camp de zadistes ou dans un contexte plus distancié).

PROLONGEMENTS ET PERSPECTIVES DE RECHERCHES FUTURES

Si une approche par les lobbies locaux comporte ses limites pour comprendre les acteurs et les discours du zadisme, d'autres perspectives théoriques sont susceptibles de contribuer à cet effort de compréhension. Nous suggérons cinq courants de recherche en montrant en quoi ils incitent à s'intéresser plus particulièrement aux acteurs et aux discours du zadisme.

Premièrement, le zadisme peut s'analyser comme un mouvement social. Il se présente en effet comme une forme « d'action collective [...] remettant en cause l'autorité, les détenteurs de pouvoir, ou les croyances et pratiques culturelles dominantes » (Golsorkhi et al., 2011, citant Goodwin et Jasper, 2009 et Snow et al., 2004), notamment en matière d'aménagement du territoire. Dans ce cadre, l'action collective se définit comme « le résultat [...] d'une collectivité d'acteurs individuels qui ont un intérêt en commun à un moment donné et qui agissent de manière conjointe pour faire prévaloir cet intérêt » (Golsorkhi et al., 2011). Cette perspective peut apporter un éclairage sur les acteurs du zadisme et sur les discours qu'ils utilisent pour le mouvement. Concernant les acteurs, une approche par le concept d'« organisations de mouvements sociaux » qui alignent leurs objectifs sur ceux d'un mouvement social (McCarthy et Zald, 1977) peut permettre de mieux rendre compte de la complexité organisationnelle du zadisme. De même, le concept de « cadrage » (*framing*) renvoie à l'idéologie et aux discours qui peuvent être utilisés comme ressources pour l'élaboration de significations partagées et mobilisatrices (Benford et Snow, 2000).

Deuxièmement, les mouvements sociaux ne sont-ils pas des cas particuliers de *travail institutionnel*, que la théorie néo-institutionnelle (TNI) définit comme « l'action intentionnelle des acteurs ou des organisations visant à créer, maintenir ou déstabiliser les institutions » (Lawrence et Suddaby, 2006, p.215) ? Un développement récent de la TNI consiste à remarquer que la transformation d'une institution n'est pas le fait d'un « entrepreneur

institutionnel » héroïque agissant seul, mais plutôt le résultat d'actions collectives et de confrontations dans le cadre d'un système ouvert (Ben Slimane et Leca, 2010). Par ailleurs, la TNI met l'accent sur les stratégies du travail institutionnel, dont notamment le lobbying et l'« action discursive » (Lawrence et Suddaby, 2006, p.215). A travers le prisme néo-institutionnaliste, le zadisme peut s'appréhender comme un effort pour transformer la façon institutionnalisée de « faire » la stratégie des territoires, comme nous l'envisageons à présent. Troisièmement, le zadisme peut en effet être appréhendé sous l'angle du courant pratique de la stratégie (SAP, Strategy as Practice) (Whittington, 1996). Le courant SAP définit la stratégie comme un flux d'activité en situation et accompli socialement, ayant des conséquences sur les orientations et la survie de l'entreprise (Seidl et al., 2006). Il reconnaît que de nombreux acteurs sont susceptibles d'influencer la stratégie de l'organisation à travers leur identité, leur façon d'agir et les ressources et pratiques qu'ils mettent en œuvre au quotidien. Certes, les zadistes n'ont pas l'autorité formelle pour élaborer la stratégie d'un territoire. Mais leur action peut néanmoins avoir des conséquences sur les choix de développement du territoire. Si Vaara (2010) examine l'importance du discours dans la construction sociale et politique de la stratégie, Koeberlé (2012) rappelle que les acteurs jouent un rôle essentiel dans la fabrique collective du discours dominant, selon un processus inspiré de Fairclough (2005) et proche de celui décrit par le concept de travail institutionnel. En somme, l'approche SAP est potentiellement intéressante pour comprendre les conséquences des stratégies discursives des zadistes sur les orientations stratégiques d'un territoire et le développement d'activités au sein de ce territoire.

Quatrièmement, au carrefour de la TNI et de la SAP, des auteurs examinent les processus discursifs de (dé)légitimation et de relégitimation des pratiques sociales (Vaara, 2014 ; Van Leeuwen, 2007) et les stratégies discursives qui accompagnent le processus de changement institutionnel (Brulé et Audebrand, 2009). Libaert (2011) ainsi que Koeberlé et Geoffroy (2014) examinent les tactiques de communication censées permettre aux porteurs d'un projet d'implantation de rendre celui-ci acceptable aux yeux des parties prenantes. Le zadisme peut certainement s'analyser comme un obstacle important à surmonter dans l'effort pour construire l'acceptabilité et la légitimité d'un projet, comme en témoignent par exemple les événements relatifs à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou les hésitations concernant l'implantation d'un Center Parcs à Roybon en Isère. En lien avec ce qui précède, cet effort est rendu indispensable par le développement récent d'un mouvement social basé sur une sensibilité croissante à des idées écologistes. Là encore, l'analyse de la performativité du

langage – c'est-à-dire du pouvoir matériel et social des mots, qui inclut leur capacité à créer (voire à forcer) l'adhésion – implique de s'intéresser au couple acteurs-discours tant ceux-ci sont indissociables (Austin, 1970 ; Foucault, 1971 ; Bourdieu, 1975).

Enfin, le zadisme peut s'appréhender dans la perspective des stratégies « hors marché » (CPA, Corporate Political Activity). Il s'observe alors comme un ensemble d'activités et de ressources mises en œuvre par les zadistes, qui peuvent faire l'objet d'une récupération politique par des organisations dans le but d'influencer certaines décisions publiques. A l'inverse, d'autres organisations peuvent percevoir le zadisme comme un risque pour leur développement économique qui justifie une contre-activité politique destinée à limiter la portée de ce mouvement social. La littérature sur les activités politiques des organisations s'est largement intéressée aux ressources politiques des organisations (Lawton et al., 2013). Plus particulièrement, l'analyse du zadisme peut apporter de nouveaux éclairages sur les ressources symboliques et relationnelles. Concernant les ressources symboliques, Attarça (2002, p.14) souligne la « capacité à élaborer un discours, à façonner une image » qui induit des représentations auprès des parties prenantes. Les ressources relationnelles renvoient quant à elles aux réseaux personnels ou professionnels de contacts politiques, économiques, médiatiques... qui peuvent être mobilisés pour constituer des coalitions influentes. Ces ressources peuvent être exploitées pour tenter d'influencer la perception de l'intérêt général et les décisions qui découlent de cette perception.

Si ces perspectives peuvent contribuer déductivement à la compréhension des acteurs et des discours du zadisme, elles peuvent certainement être enrichies en retour par un effort de généralisation théorique des résultats d'analyses empiriques du zadisme.

REFERENCES

- Attarça M. (2002), Les ressources politiques de l'entreprise: proposition d'une typologie, *Actes de la XIème conférence de l'AIMS*, Paris.
- Attarça M., Corbel P., Nioche J.-P. (2010), Innovation et politiques d'influence, *Revue française de gestion*, n° 206, 31-47.
- Austin J.L. (1970), *Quand dire, c'est faire*, Paris : Seuil.
- Barnard C.I. (1938), *The functions of the executive*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.
- Ben Slimane K., Leca B. (2010), Le travail institutionnel : origines théoriques, défis et perspectives, *Management & Avenir*, n° 37, 53-69.
- Benford R., Snow D. (2000), Framing processes and social movements: an overview and assessment, *Annual Review of Sociology*, Vol. 26, 611-639.
- Berger P.L., Luckmann, T. (1967), *The social construction of reality*, New York: Anchor.
- Bourdieu P. (1975), Le langage autorisé. Note sur les conditions sociales de l'efficacité du discours rituel, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1:5-6, 183-190.
- Croidieu G., Monin P. (2011), Châteaux contre garages. Mouvements sociaux et identités collectives à Saint-Emilion, *Revue française de gestion*, n° 217, 93-116.
- Cyert R.-M., March J.-G. (1970), *Processus de décision dans l'entreprise*, Dunod.
- Fairclough N. (2005), Discourse analysis in organization studies: the case for critical realism, *Organization Studies*, 26:6, 915-939.
- Foucault M. (1971), *L'ordre du discours*, Gallimard, Paris.
- Girin J. (1990), « Problèmes du langage dans les organisations », dans Chanlat J.-F. (ed), *L'individu dans l'organisation, les dimensions oubliées*, Editions Eska, Laval.
- Golsorkhi D., Bergeron H., Castel P., Durand R., Leca B. (2011), Mouvements sociaux, organisations et stratégies, *Revue française de gestion*, n° 217, 79-91.
- Goodwin J., Jasper J.M. (2009), *The Social Movements Reader. Case and Concepts*, 2nd edition, Wiley-Blackwell, Malden.
- Guibert G. (2013), La contestation des grands projets d'infrastructures, *Esprit*, n° 10, 92-104.
- Koerberlé P. (2012), *La stratégie sous influence. Discours et contre-discours dans la fabrique du projet d'entreprise et de territoire*, Editions Universitaires Européennes.
- Koerberlé P., Geoffroy F. (2014), Communication d'acceptabilité. Légitimer le projet pour réduire le risque d'opinion, *12^{ème} colloque francophone sur le risque « Oriane », commandements et initiatives pour minimiser les risques*, IUT de Bayonne, 25-26 septembre 2014.
- Kwon W., Clarke I., Wodak R. (2014), Micro-level discursive strategies for constructing shared views around strategic issues in team meetings, *Journal of Management Studies*, 51:2, 265-290.
- Lawton, T., McGuire, S., Rajwani, T. (2013), Corporate political activity: A literature review and research agenda, *International Journal of Management Reviews*, Vol. 15, 86-105.
- Libaert T. (2011), La communication sensible, nouvelle discipline de communication organisationnelle, *Magazine de la Communication de Crise et Sensible*, Vol. 20, p.9-15.
- Libaert T. (2013), La communication sur des sujets sensibles. Principes et méthodes, *Magazine de la Communication de Crise et Sensible*, en ligne (consulté le 13/01/2015) : <http://www.communication-sensible.com/articles/article266.php>
- McCarthy J. D., Zald M. N. (1977), Resource mobilization and social movements: A partial theory, *American Journal of Sociology*, 82:6, 1212-1241.
- Nioche J.P., Tarondeau J.C. (1998), Introduction : les stratégies d'entreprise face aux réglementations publiques, *Revue française de gestion*, n° 119, 70-74.

- Pälli P., Vaara E., Sorsa V. (2009), Strategy as text and discursive practice: a genre-based approach to strategizing in city administration, *Discourse & Communication*, 3:3, 303-318.
- Phillips N., Hardy C. (2002), *Discourse analysis: Investigating processes of social construction*, Sage Publications, Inc., Thousand Oaks.
- Phillips N., Lawrence T.B., Hardy C. (2004), Discourse and institutions, *Academy of Management Review*, 29:4, 635-652.
- Portelli H. (1996), Les lobbies au niveau local, *Pouvoirs*, n° 79, 87-96.
- Rival M. (2012), Are firms' lobbying strategies universal? Comparison of lobbying by French and UK firms, *Journal of Strategy and Management*, 5:2, 211-230.
- Salmon C. (2007), *Storytelling : la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, Paris.
- Schneider M., Hadani M. (2014), Stakeholder management and corporate political activity: A model of strategic stakeholder management, *Academy of Management Proceedings*, n° 1/2014, 570-575.
- Seidl D., Balogun J., Jarzabkowski P. (2006), Stratégie comme pratique : recentrage de la recherche en management stratégique, dans Golsorkhi D. (ed), *La fabrique de la stratégie. Une perspective multidimensionnelle*, Vuibert.
- Snow D.A., Soule S.A. et Kriesi H. (2004), *The Blackwell Companion to Social Movement*, Blackwell, Malden.
- Torre A. (2011), « Les processus de gouvernance territoriale. L'apport des proximités », *Revue POUR*, n° 209-210.
- Tsoukas H, Chia R. (2002), "On organizational becoming: Rethinking organizational change", *Organization Science*, 13:5, 567-582.
- Vaara E. (2010), Critical discourse analysis as methodology in Strategy as Practice research, dans Golsorkhi et al. (eds), *Cambridge Handbook of strategy as practice*, Cambridge University Press.
- Vaara E. (2014), Struggles over legitimacy in the Eurozone crisis: Discursive legitimation strategies and their ideological underpinnings, *Discourse & Society*, 25:4, 500-518.
- Welcomer S.A., Gioia D.A., Kilduff M. (2000), Resisting the discourse of modernity: rationality versus emotion in hazardous waste siting, *Human Relations*, 53:9, 1175-1205.
- Whittington R. (1996), Strategy as practice, *Long Range Planning*, 29:5, 731-735.